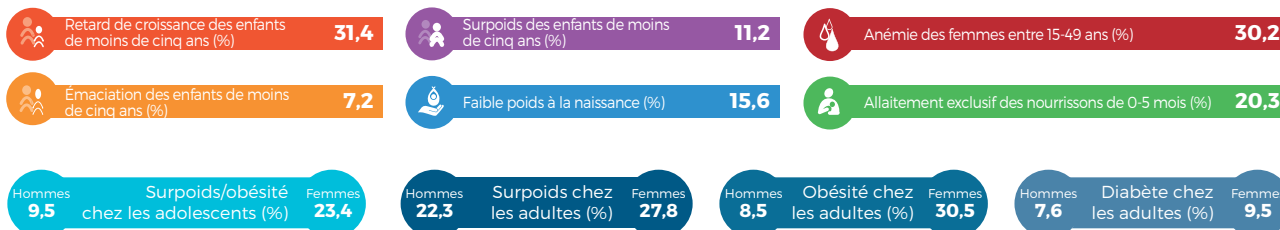


Botswana



Date d'adhésion : avril 2015
Population : 2,30 millions
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/BOTSWANA



TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 32%	2016 55%	2016 52%	2016 61%
2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible
2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible
2019 31%	2019 92%	2019 55%	2019 86%
TOTAL PONDÉRÉ 2019			66%

Le groupe de travail sur la nutrition, plateforme multisectorielle dirigée par le gouvernement, a été inactif en raison de problèmes de coordination. En 2018, un nouveau point focal SUN a été nommé et les réunions du comité technique ont repris.

Des points focaux sectoriels pour les ministères, les universités, la recherche, les Nations Unies et le secteur privé ont été choisis, avec pour projet d'établir des réseaux SUN dotés de plans de travail sur la nutrition.

La présence des donateurs est faible en raison du statut de pays à revenu intermédiaire du Botswana.

Un atelier sur l'intégration de la nutrition a été organisé auprès d'agriculteurs et de dirigeants locaux.

Un processus consultatif multisectoriel est en place (p. ex. révision de la politique nationale de développement agricole).

L'Institut d'analyse des politiques de développement du Botswana (BIDPA) analyse périodiquement les politiques et cadres nationaux.

Le comité national multisectoriel sur la sécheresse et la vulnérabilité effectue chaque année une évaluation rapide des risques encourus par les groupes vulnérables.

Le gouvernement surveille l'application des réglementations concernant les substituts du lait maternel, le congé de maternité et les pauses pour allaitement, qui sont garanties par la loi.

Les autorités procèdent à des contrôles inopinés pour vérifier le respect de la législation.

Certains secteurs ont évalué la contribution à la nutrition de leurs politiques et programmes pour repérer les lacunes et les pistes d'amélioration.

Un projet de cadre de protection sociale contribuant à la nutrition existe désormais, mais aucun cadre commun de résultats n'est en place.

L'évaluation des programmes liés à la nutrition est réalisée par plusieurs instances, dont le comité d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité (VAA).

Un exercice de suivi budgétaire des programmes de nutrition réalisé en 2017-2018 doit être inclus dans le plan annuel 2019/2020 du Secrétariat SUN.

À la suite d'un atelier sur le financement public organisé par SUN et l'UNICEF, un plan d'action a été élaboré pour éclairer la planification future et les allocations budgétaires.

Le système de comptabilité et budgétisation est en place pour suivre les dépenses financières en temps réel et les insuffisances des programmes gouvernementaux, y compris ceux sur la nutrition.

La plupart des programmes sont financés par le gouvernement ; des partenaires de développement (UNICEF, PEPFAR, UE, FIDA, OMS, FAO etc.) et d'autres apportent également une aide financière.

PRIORITÉS 2019-2020

- Solliciter un soutien technique/des capacités pour la création d'un mécanisme de coordination de la plateforme multisectorielle ;
- Intensifier le plaidoyer auprès des secteurs non sanitaires et/ou des ministères autres que celui de la santé pour que la nutrition devienne une priorité de leurs plans ;
- Créer des réseaux SUN et soutenir la coordination multisectorielle au niveau local.